



SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 SEPTEMBRE 2022

Délibération N° 2022-084-DC

Date d'affichage : 19 SEP. 2022	Le quinze septembre deux mille vingt-deux à 17 heures 45, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le neuf septembre deux mille vingt-deux.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41	Membres présents : Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Christian GALLE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY
Présents : 51 Excusés / absents : 30 dont pouvoir(s) : 15 Nombre de votants : 66	Excusés / absents : Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Sophie METAYER, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Éric POEHR, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME
Secrétaire de séance : Guy BERTIN	Dont excusés ayant donné pouvoir : Nicole MOISY à François BREE, Sophie METAYER à Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND à Jean-Philippe RETIF, Pierre-Yves DOUET à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT pouvoir à Christian GALLE, Colette GAGNEUX à Michel DELPHIN, Éric POEHR à Catherine EVILLARD, Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT à Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Christophe CARDET à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU
Date de transmission au contrôle de légalité : 19 SEP. 2022	

FISCALITÉ – RÉPARTITION DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) – ANNÉE 2022

Le FPIC consiste à opérer un prélèvement d'une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités du bloc communal pour le reverser à des collectivités moins favorisées.

Ce mécanisme met à contribution les territoires intercommunaux et les communes isolées dont le potentiel financier par habitant pondéré est supérieur à 90% de la moyenne nationale. Depuis 2013, le montant est modulé par le revenu par habitant.

Les montants ainsi collectés sont reversés aux autres territoires, au vu de trois critères : le potentiel financier, le revenu par habitant et l'effort fiscal.

Le FPIC calculé au niveau de l'ensemble intercommunal est ensuite réparti entre l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et ses communes membres en deux temps.

Dans un premier temps entre l'EPCI d'une part et l'ensemble de ses communes membres d'autre part.

Dans un second temps, entre les communes membres.

La notification de répartition du FPIC 2022 établit un montant reversé à l'ensemble intercommunal de 2 974 246 €.

Trois modes de répartition du FPIC sont possibles :

La répartition de « droit commun » fixée par le CGCT (art. L2336.3 et L2336.5)

La part de l'EPCI est fonction de son Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) et la part des communes est répartie entre elles en fonction de leurs population DGF, revenu par habitant, potentiel financier et potentiel fiscal.

La répartition dérogatoire « à la majorité des 2/3 »

Cette répartition donne la possibilité de pouvoir modifier également la part intercommunale en plus de la répartition entre communes.

Le conseil de l'EPCI peut introduire les critères de son choix pour modifier ces répartitions, trois restent cependant obligatoires :

- la population ;
- l'écart entre le revenu par habitant de ces communes et le revenu par habitant moyen de l'ensemble intercommunal (EI) ;
- le potentiel fiscal ou financier par habitant de ces communes au regard du potentiel fiscal ou financier par habitant moyen de l'EI.

Toutefois l'application de ces critères ne peut avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % de la répartition de « droit commun ».

La répartition dérogatoire « libre »

La répartition du Fonds entre l'EPCI et ses communes membres se définit librement suivant les critères choisis par le conseil de l'EPCI. Aucune règle particulière n'est prescrite.
Pour cela, l'organe délibérant de l'EPCI doit :

- soit délibérer à l'unanimité, dans un délai de deux mois, suivant la notification du reversement
- soit délibérer à la majorité des 2/3, dans ce même délai de deux mois, et obtenir l'approbation des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI (le silence vaut acceptation).

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2336-1 à

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20220915-2022-084-DC-DE
Date de télétransmission : 19/09/2022
Date de réception en préfecture : 19/09/2022

Vu l'article 125 de la Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 instituant, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC) ;

Vu l'article 144 de la Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, instituant un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal ;

Vu l'article 166 de la Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 relatifs aux mesures fiscales et budgétaires et aux aménagements de la péréquation horizontale ;

Vu la délibération n° 2018/153 DC du conseil communautaire adoptant le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité ;

Vu la notification de répartition de droit commun du FPIC 2022 du 29 juillet 2022 ;

Vu l'avis de la commission « Finances - Ressources humaines - Mutualisation et systèmes d'information » du 6 septembre 2022 ;

Considérant que le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité préconise que l'Agglomération maintienne son PPI, et donc son niveau d'investissement volontariste malgré la raréfaction des ressources financières ;

Considérant le principe de répartition dérogatoire « libre » du FPIC acté à travers ce pacte ;

Par ce pacte, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire garantit le montant de reversement aux communes membres (droit commun 2017) tant que le FPIC est constant ou augmente.

En cas de baisse du FPIC, les montants de reversement aux communes membres ainsi que celui de la communauté se verront diminuer de manière proportionnelle.

Considérant la baisse du FPIC de 53 691 € entre 2021 et 2022 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE REPARTIR** le Fonds national de Péréquation des recettes Intercommunales et Communales (FPIC) de manière dérogatoire « libre » pour l'année 2022, en affectant à chaque commune membre et à la Communauté d'Agglomération (l'EPCI) les montants, comme suit :

Part « EPCI » Saumur Val de Loire : 1 279 526 €
Part Ensemble des communes membres : 1 694 720 €

Communes	Reversement FPIC 2022
Allonnes	52 073 €
Antoigné	9 157 €
Artannes-sur-Thouet	8 680 €
Bellevigne-les-Châteaux	49 246 €
Blou	22 014 €
Brain-sur-Allonnes	38 678 €
Brossay	7 665 €
Cizay-la-Madeleine	9 796 €
Courchamps	9 701 €
Courléon	3 578 €
Denezé-sous-Doué	8 226 €
Distré	24 350 €
Doué-en-Anjou	200 362 €
Épieds	14 861 €

Communes	Reversement FPIC 2022
Montreuil-Bellay	53 780 €
Montsoreau	7 218 €
Mouliherne	18 800 €
Neuillé	17 946 €
Parnay	8 820 €
Rou-Marson	12 618 €
Saint Clément-des-Levées	23 016 €
Saint Just-sur-Dive	8 601 €
Saint Macaire-du-Bois	10 112 €
Saint Philbert-du-Peuple	24 665 €
Saumur	365 756 €
Souzay-Champigny	14 812 €
Tuffalun	41 268 €
Turquant	11 779 €

Fontevraud-L'Abbaye	28 991 €	Varennes-sur-Loire	36 390 €
Genes-Val-de-Loire	173 846 €	Varrains	20 905 €
La Breille-les-Pins	12 574 €	Vaudelnay	22 573 €
La Lande-Chasles	2 924 €	Vernantes	42 849 €
Le Coudray-Macouard	13 133 €	Vernoil-le-Fourrier	25 242 €
Le Puy-Notre-Dame	20 999 €	Verrie	9 288 €
Les Ulmes	11 858 €	Villebernier	29 662 €
Longué-Jumelles	107 711 €	Vivy	44 600 €
Louresse-Rochemenier	13 600 €	TOTAL	1 694 720 €

Accusé de réception en préfecture
049-200071876 2022-0315-2022-004-DC-DE
Date de télétransmission : 18/03/2022
Date de réception en préfecture : 19/03/2022

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 66 – Contre : 0 - Abstention : 0

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »